



**Sécurisé. Rapide.
Toujours avec vous.**

Votre partenaire de confiance en Mobile Money



Partenaire de confiance
de la Banque
d'Etat du Togo



Bank of Togo
Banque d'Etat du Togo

mixx
By

N° 936 du 15 octobre 2025 Prix 250 F cfa

LE MESSAGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

**BOA-Togo célèbre la fidélité
de ses clients et renforce
sa proximité à l'occasion
de la Semaine du client P.7**

**Paix, leadership
et solidarité**

Le pari de Lomé



*« Nous devons
repenser la paix en
Afrique non pas
comme une
aspiration
abstraite, mais
comme un véritable
projet politique et
stratégique que
nous porterons
nous-mêmes » Dixit
Faure Gnassingbé*

Damehame Yark

**DU TERRAIN P.7
SECURITAIRE
AUX COULISSES
DU POUVOIR**



Le Sahel dit merci à Lomé



Rome

LE TOGO AU CŒUR DE LA DIPLOMATIE SÉCURITAIRE MONDIALE

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, est attendu ce mercredi à Rome, en Italie, où il prendra part au Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Processus d'Aqaba, consacré à la crise sécuritaire qui secoue l'Afrique de l'Ouest.

Ce rendez-vous international de haut niveau réunira plusieurs dirigeants autour des menaces persistantes que sont le terrorisme, la criminalité transfrontalière, la cybercriminalité et la piraterie maritime. Les discussions viseront à renforcer la coordination des efforts régionaux et mondiaux pour contenir ces défis qui entravent la stabilité et le développement du continent africain.

La participation du Togo à cette rencontre s'inscrit dans la continuité du Forum de Lomé sur la paix et la sécurité, récemment tenu dans la capitale togolaise. Elle illustre l'engagement constant du pays à promouvoir une approche collective et pragmatique en matière de sécurité et de gouvernance.

À Rome, Faure Gnassingbé présentera la vision togolaise fondée sur une stratégie intégrée : combiner réponses militaires, politiques de développement et promotion d'une gouvernance inclusive pour consolider la paix.

Lancé en 2015 à l'initiative du roi Abdallah II de Jordanie et coprésidé par la Jordanie et l'Italie, le Processus d'Aqaba a pour vocation de renforcer la coopération internationale face aux menaces sécuritaires transnationales. La participation du Togo à ce sommet vient confirmer son rôle croissant sur la scène diplomatique africaine et mondiale, en tant qu'acteur clé pour la stabilité régionale.

Bouraima

CITATION

La douleur du deuil n'a pas de date d'expiration. La douleur de perdre un être cher est éternelle

Togo

FAURE GNASSINGBÉ RELANCE L'ACTION PUBLIQUE

Sous la conduite du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le Togo a inauguré son premier gouvernement de la 5^e République. Composé des ministres "puissants", ce nouveau gouvernement publié, il y a quelques jours, est un symbole d'une ère de renouveau institutionnel et d'efficacité politique dans sa composition. Dans la droite ligne de la devise « Gouverner pour agir, agir pour transformer », cette nouvelle équipe se veut le fer de lance d'une gouvernance moderne, rigoureuse et résolument tournée vers les résultats.

Ce gouvernement de mission, resserré mais ambitieux, marque la volonté de conjuguer stabilité, pugnacité et renouvellement démocratique au service du quotidien des Togolaises et des Togolais. Loin des discours incantatoires, il s'agit désormais de traduire les politiques publiques en actions concrètes, mesurables et visibles, avec un accent particulier sur la performance de chaque département ministériel. L'efficacité devient ainsi la clé de voûte de cette gouvernance, appuyée sur une exigence de résultats et de transparence.

Autour du Président du Conseil, les ministres et ministres délégués forment une équipe cohérente, structurée en pôles de compétences pour plus de réactivité et de coordination. Cette organisation, inspirée d'une logique de synergie et de proximité, vise à répondre rapidement aux besoins concrets des citoyens dans les domaines essentiels : éducation, santé, sécurité, énergie, numérique, mobilité et souveraineté économique. La



pugnacité se traduit par une volonté de terrain, une mobilisation permanente et un esprit de conquête face aux défis du XXI^e siècle.

La nouvelle architecture gouvernementale allie expérience et jeunesse, continuité et innovation. Le renouvellement des visages traduit une ambition claire : consolider les acquis tout en insufflant un souffle nouveau, social et générationnel. Ce choix, loin d'être symbolique, reflète la maturité démocratique du Togo et son attachement à un pluralisme politique inclusif, fidèle à l'esprit du dialogue national qui a précédé la mise en place de la 5^e République.

Par cette composition équilibrée et cette méthode de travail renouvelée, le gou-

vernement envoie un signal fort : le Togo entend aller plus loin, plus vite et plus fort. À l'échelle nationale, c'est un engagement de proximité et de responsabilité ; à l'échelle internationale, c'est une affirmation de confiance et d'ouverture. Dans un contexte régional marqué par les incertitudes, Lomé se positionne comme un pôle de stabilité, d'innovation et d'efficacité publique, porteur d'un modèle de gouvernance exemplaire.

Ce premier gouvernement de la 5^e République ouvre donc une page nouvelle de l'histoire togolaise, celle d'un État qui choisit d'unir rigueur et humanisme pour bâtir, avec et pour ses citoyens, un avenir de progrès partagé.

Bouraima

Paix, leadership et solidarité

LE PARI DE LOMÉ

« Nous devons repenser la paix en Afrique non pas comme une aspiration abstraite, mais comme un véritable projet politique et stratégique que nous portons nous-mêmes » Dixit Faure Gnassingbé

Lomé s'est imposée, le temps d'un week-end, comme le cœur battant du dialogue africain sur la paix et la sécurité. La deuxième édition du Lomé Peace and Security Forum (LPSF) s'est tenue les 11 et 12 octobre 2025 à

stratégique que nous porterons nous-mêmes », a-t-il déclaré. Pour le Président du Conseil, la sécurité du continent repose sur quatre piliers : l'autonomie stratégique, la cohésion locale, la prévention et la refonte du système de financement de la sécurité.

Faure Gnassingbé a également insisté sur la dimension humaine et inclusive de la stabilité. « La paix ne se décrète pas, elle se construit par l'inclusion et la justice sociale. La sécurité n'est pas qu'une affaire d'armes et de budgets,

Dussey, a salué la vision du Président du Conseil et la mobilisation des acteurs africains autour d'un idéal commun : une Afrique maîtresse de son destin, capable de définir ses priorités et de bâtir sa propre architecture de sécurité.

En accueillant des dirigeants visionnaires comme Joseph Boakai et Olusegun Obasanjo, Lomé confirme sa vocation diplomatique et son rôle de capitale africaine du dialogue. De cette deuxième édition du Lomé Peace and Security Forum émerge une conviction claire : la paix africaine se construira en Afrique, par les Africains et pour l'Afrique. Le Togo, à travers cette initiative, s'affirme une fois encore comme un artisan essentiel de

gionaux et sous-régionaux pertinents ;

Rappelant la Convention d'Alger de 1999 de 'J OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et son Protocole de 2004 adopté à Addis-Abeba par la 3e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA ;

Tenant compte des décisions et orientations de l'Union africaine en matière de réforme du secteur de la sécurité, notamment le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité et la Déclaration solennelle sur la défense et la sécurité communes en Afrique (DSCA) ;

Conscients de l'importance stratégique de la sécurité maritime, du caractère détermi-

et le potentiel de l'Intelligence Artificielle (IA) à transformer profondément les économies africaines, à accroître l'efficacité opérationnelle des institutions et à ouvrir de nouvelles perspectives de croissance, tout en présentant des risques inédits pour la paix et la sécurité ;

Ayant à l'esprit les défis éthiques, sécuritaires et sociétaux liés au développement des nouvelles technologies et à l'IA, mais aussi leur potentiel en tant qu'outils de prévention et de consolidation de la paix ; Observant avec préoccupation la persistance des conflits sur le continent, notamment dans la région des Grands Lacs, au Sahel et dans d'autres régions en dépit des multiples initia-



l'Hôtel 2 Février, sous le haut patronage du Président du Conseil togolais, Faure Gnassingbé, qui a présidé la cérémonie d'ouverture en présence de Joseph Boakai, Président du Libéria, et de l'ancien Président nigérian, Olusegun Obasanjo.

Placée sous le thème « L'Afrique face aux défis sécuritaires complexes : comment renforcer et rendre durable la paix et la stabilité dans un monde en mutation ? », cette deuxième édition a réuni de hautes personnalités politiques, diplomatiques, universitaires et des jeunes leaders venus de tout le continent et au-delà. En deux ans seulement, le Forum de Lomé s'est affirmé comme une référence incontournable sur les questions de sécurité, de gouvernance et de développement durable en Afrique.

Dans son discours d'ouverture, Faure Gnassingbé a livré un message fort, empreint de lucidité et de vision. Il a rappelé que l'Afrique ne peut plus être un simple spectateur des grands équilibres mondiaux, mais doit assumer pleinement son rôle d'acteur majeur des dynamiques de paix et de stabilité. « Nous devons repenser la paix en Afrique non pas comme une aspiration abstraite, mais comme un véritable projet politique et

c'est aussi une affaire d'éducation, de santé, d'emploi et de gouvernance », a-t-il affirmé. Ce message s'inscrit dans la continuité de la politique togolaise, fondée sur la cohésion nationale comme levier de développement durable.

Les panels du forum ont abordé plusieurs thématiques cruciales : la stabilisation dans la région des Grands Lacs, l'autonomie stratégique du continent, le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix et les opportunités offertes par l'intelligence artificielle pour renforcer la sécurité. Ces échanges ont mis en avant la nécessité d'une coopération régionale accrue, d'une résilience institutionnelle solide et d'une utilisation responsable des nouvelles technologies au service de la paix.

Le 12 octobre, lors du Panel des Leaders, plusieurs ministres africains des affaires étrangères ont réaffirmé la nécessité d'une diplomatie préventive et de mécanismes africains de gestion des conflits. Les travaux ont abouti à une déclaration finale réaffirmant l'engagement collectif pour une paix durable et l'ambition du LPSF de demeurer une plateforme permanente de concertation stratégique.

Dans son discours de clôture, le ministre togolais des Affaires étrangères, Prof. Robert

la stabilité et de la solidarité continentales. Tchaboré

DÉCLARATION DE LA DEUXIÈME ÉDITION DU LOMÉ PEACE AND SECURITY FORUM (LPSF)

Nous, participants de la deuxième édition du Lomé Peace and Security Forum, tenue les 11 et 12 octobre 2025 à Lomé, en République togolaise, sur le thème : « L'Afrique face aux défis sécuritaires complexes : comment renforcer et rendre durables la paix et la stabilité dans un monde en mutation ? » ;

Considérant les profonds bouleversements en cours dans le monde et les tensions qui en découlent, affectant gravement la paix et la sécurité en Afrique ;

Profondément préoccupés par l'émergence de nouvelles formes de conflictualité et de menaces sécuritaires en Afrique, notamment l'extrémisme violent et le terrorisme, les cybermenaces ainsi que l'insécurité et les tensions induites par le changement climatique qui entravent la stabilité et le développement du continent ;

Guidés par les principes consacrés par la Charte des Nations unies, l'Acte constitutif de l'Union africaine et les autres instruments et mécanismes ré-

nant de la Charte de Lomé sur la sécurité maritime et de la pertinence de la Zone de paix et de Coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) pour la sécurité et la défense des droits maritimes souverains et des intérêts légitimes de l'Afrique ; Soulignant la nature multidimensionnelle de la paix et de la sécurité qui ne se limitent pas à l'absence de conflits armés, mais englobent la sécurité maritime, la sécurité climatique, le développement socio-économique, la justice sociale, la promotion des droits de l'homme et la bonne gouvernance,

Relevant la nécessité pour les Etats africains d'œuvrer à une véritable autonomie en matière de défense et de sécurité en vue de réduire la dépendance vis-à-vis des technologies et équipements militaires étrangers et de pallier les faiblesses structurelles qui accroissent les vulnérabilités face aux chocs exogènes ; Considérant que le fonctionnement actuel du Conseil de sécurité des Nations unies et les mandats sous lesquels opèrent les missions de maintien de la paix ne permettent pas de répondre de manière efficace et adaptée à la complexité des conflits et menaces sécuritaires en Afrique ;

Notant les récentes évolutions dans le secteur du numérique

et internationales ;

Rappelant l'initiative « Faire taire tes armes en Afrique » de l'Union africaine lancée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement en 2013 visant à mettre fin aux conflits armés sur le continent et à y instaurer une paix durable ;

Considérant les Résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018) du Conseil de sécurité des Nations unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité relative au rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits ;

Rappelant la Charte africaine de la jeunesse qui reconnaît la jeunesse comme « un partenaire et un atout incontournable pour le développement durable de la paix et la prospérité de l'Afrique » ;

Conscients que les défis persistants auxquels sont confrontés les jeunes, notamment le chômage, le manque d'accès à une éducation et à une formation de qualité et l'exclusion des processus décisionnels favorisent leur instrumentalisation, y compris par des groupes extrémistes violents ;

Prenant en compte les conclusions des conférences ministérielles de l'Alliance Politique Africaine (APA), tenues respectivement le 03 mai 2023 et

Suite à la page 4

Paix, leadership et solidarité LE PARI DE LOMÉ

Suite de la page 3

le 02 juin 2025, ainsi que la Déclaration finale de la première édition du Lomé Peace and Security Forum tenue du 20 au 22 octobre 2023 à Lomé ; Saluant la pertinence du thème et la qualité des travaux de l'édition 2025 du Lomé Peace and Security Forum qui ont permis de mieux appréhender la complexité des défis sécuritaires auxquels fait face l'Afrique dans un environnement international profondément fragilisé et en pleine mutation ;

Déclarons ce qui suit :

La consolidation de la paix en Afrique, dans un contexte marqué par des défis sécuritaires d'une grande complexité, exige une compréhension globale de ces défis et une action concertée fondée sur une approche intégrée. Cette action doit, notamment, inclure la mise en œuvre de mesures opérationnelles essentielles, la construction d'une autonomie stratégique du continent face aux rivalités géopolitiques internationales, la construction d'une paix durable garantissant la Stabilité, une prospérité partagée sur le continent, notamment dans la région des Grands Lacs, la prise en compte des défis que soulève l'IA en matière de paix, de sécurité et de développement ainsi que le renforcement de l'implication des jeunes et la prise en compte de leurs perspectives dans la construction et la consolidation de la paix en Afrique.

À cet effet,

I. AU TITRE DU RENFORCEMENT DE LA PAIX ET DE LA STABILITÉ

1. Appelons les Etats africains à prendre pleinement conscience de l'évolution de la nature des menaces sécuritaires et à leur apporter des réponses appropriées, prenant en compte leur complexité, leur caractère transversal ainsi que le contexte international actuel marqué par de fortes tensions.

2. Encourageons vivement les Etats à adopter une approche holistique de la sécurité en intégrant aux stratégies de gestion et de prévention classiques des conflits les dimensions liées à la gouvernance, au développement, à l'inclusion sociale, au genre et au changement climatique.

3. Exhortons les Etats africains à prendre des mesures concrètes permettant de promouvoir la confiance mutuelle, le partage de renseignements, la solidarité inter-africaine et la mutualisation des moyens de gestion et de prévention des conflits.

4. Invitons les Etats africains à revisiter et à mettre pleinement en œuvre l'Architecture africaine de paix et sécurité en prenant en compte les avancées technologiques, intégrant l'IA dans les mécanismes de défense existants.

5. Appelons les Etats africains à valoriser les mécanismes traditionnels de prévention, de gestion et de règlement des conflits, afin de tirer profit de leur potentiel pour la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique.

6. Demandons à l'Organisation des Nations unies d'adapter les mandats et la conduite de ses missions de maintien de la paix en Afrique à l'évolution des menaces à la paix et à la sécurité internationales.

7. Invitons instamment les Etats africains à prendre sans délai des mesures internes de ratification en vue d'accélérer l'entrée en vigueur et l'opérationnalisation de la Charte de Lomé sur la sécurité maritime.

8. Exhortons les Etats africains ainsi que les institutions sous-régionales et régionales à œuvrer davantage à l'enracinement de la démocratie, de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance, de la transparence et de la redevabilité de même qu'au respect des droits de l'homme.

9. Demandons aux Etats africains d'intensifier l'investissement dans la résilience sociale à travers le financement des projets d'économie sociale et solidaire, d'agroécologie, d'artisanat et d'économie numérique qui répondent aux besoins des communautés, renforcent leur résilience face aux chocs climatiques et offrent une alternative à la violence et à l'économie illicite.

10. Invitons les Etats et les communautés économiques régionales à privilégier le dialogue dans la gestion des crises et une synergie transfrontalière, notamment les Etats de l'Afrique de l'Ouest et de l'AES à aller vers la création d'un cadre de concertation entre la CEDEAO et l'AES,

11. Demandons au Togo d'œuvrer à la mise en place d'un cadre de dialogue entre la CEDEAO et l'AES.

12. Appelons l'Union africaine, les Communautés économiques régionales et les Etats à mettre en place un programme spécifique endogène d'éradication de la pauvreté et de renforcement de l'inclusion et de la stabilité.

II. AU TITRE DE L'AUTONOMIE STRATEGIQUE DANS LE PAYSAGE GEOPOLITIQUE AFRICAIN EN MUTATION

13. Invitons les pays africains à renforcer leur indépendance dans la mobilisation des ressources et le financement de la défense et de la sécurité, en privilégiant les sources endogènes.

14. Exhortons les Etats africains à envisager, à la lumière des évolutions mondiales, une relecture des accords de défense afin d'assumer pleinement leur souveraineté.

15. Encourageons vivement développement de capacités autonomes de défense, soutenues par la création d'une

industrie africaine de l'armement, le recours à des technologies endogènes, la mise en place de formations militaires plus adaptées et l'émergence d'un véritable marché africain de l'armement.

16* Exhortons les Etats africains à assurer un financement autonome et durable des institutions régionales et continentales et des initiatives de paix et de sécurité sur le continent.

17. Invitons l'Union africaine à renforcer son rôle de coordination stratégique des initiatives de défense et de paix menées sur le continent, y compris celles entreprises par les Nations unies et les partenaires extérieurs.

18. Exhortons l'Union africaine à redéfinir les cadres de la coopération entre le continent et les autres régions du monde, à adapter le choix des partenaires aux évolutions géostratégiques et aux intérêts fondamentaux de l'Afrique.

19. Encourageons l'Union africaine et ses Etats membres à accélérer le rapprochement avec les puissances émergentes, y compris les BRICS, en vue de promouvoir un monde multipolaire fondé sur la justice, l'équité et la paix.

20. Demandons aux Etats africains de défendre davantage les positions communes du continent au sein des instances et foras internationaux.

III. AU TITRE DE LA PAIX ET DE LA STABILITÉ DANS LA REGION DES GRANDS LACS

21. Appelons les Etats africains à prendre pleinement conscience que la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs est une condition nécessaire à la construction et à la consolidation d'une paix durable en Afrique.

22. Encourageons les Etats de la région des Grands Lacs à prendre des mesures courageuses de nature à créer les conditions d'une paix durable et d'une prospérité partagée dans le cadre d'une coopération économique régionale renforcée.

23. Invitons les Etats de la région des Grands Lacs à privilégier la voie du dialogue et de la concertation dans la résolution de leurs différends et à promouvoir une gouvernance inclusive, la protection des droits de l'homme et le vivre-ensemble.

24. Exhortons les Etats africains à renforcer leur soutien aux initiatives de l'Union africaine pour le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs.

25. Félicitons le Togo pour ses efforts soutenus en vue du rétablissement de la paix à l'Est de la République démocratique du Congo, conformément au mandat de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine.

26. Exhortons vivement les agences des Nations unies, les Etats et partenaires à intensifier leur soutien humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les femmes et les enfants qui sont

les plus exposés dans les situations de crise.

AU TITRE DES DEFIS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN LIEN AVEC LA PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE

27. Appelons les Etats africains à prendre conscience des capacités transformatrices de l'IA, à adopter des mesures idoines pour en exploiter les opportunités et à se préparer à gérer ses effets ambivalents.

28. Exhortons les Etats africains et la Commission de l'Union africaine à inclure dans leurs agendas politiques la question de la révolution numérique et à mobiliser les ressources en vue de soutenir la recherche et l'innovation dans le secteur de l'IA.

29. Exhortons l'Union africaine et les Etats membres à prendre des actions urgentes en matière d'IA et de technologies connexes, en créant notamment un fonds pour le développement et la maîtrise de l'IA et en promouvant une formation massive et multiseCTORielle de la jeunesse pour faire de l'IA un instrument au service de l'autonomie stratégique et de la transformation positive de l'Afrique.

30. Invitons instamment les Etats africains à prendre des mesures fortes et concertées pour protéger leurs données et à mutualiser leurs ressources pour développer des capacités autonomes en matière de l'IA.

31. Invitons vivement les Etats à accroître leurs investissements dans les infrastructures numériques, à prendre des mesures fortes et concertées pour protéger leurs données, et à mutualiser leurs ressources pour développer des capacités autonomes dans le domaine de l'IA

32. Invitons à la création d'un cadre continental de gouvernance de l'IA pour la paix en élaborant un protocole de l'Union africaine sur l'usage éthique et sécuritaire de l'IA basé sur les principes d'inclusivité, de transparence, de redevabilité et de souveraineté.

33. Exhortons les Etats à tirer le meilleur parti du potentiel inexploité des technologies numériques pour en faire un levier d'autonomisation, de création d'emplois et de promotion de la culture de la paix.

34. Exhortons également les Etats à mettre en œuvre des dispositifs de surveillance et de filtrage des contenus en ligne qui servent de vecteurs à la radicalisation et au recrutement des jeunes dans des groupes extrémistes violents. Appelons à soutenir les artistes et les producteurs qui promeuvent les récits alternatifs à la violence et qui, par leur engagement, contribuent à la valorisation de la diversité culturelle et à la déconstruction des discours de haine dans le cyberspace.

V. AU TITRE DE LA CONTRIBUTION DES JEUNES A UNE PAIX DURABLE EN AFRIQUE

36* Appelons à l'opérationnalisation des cadres existants tels que la Charte africaine de la jeunesse et à l'accélération de

la mise en œuvre du Programme Jeunesse, Paix et Sécurité de l'Union africaine.

37. Demandons aux Etats et aux organisations internationales de promouvoir des mécanismes visant à accroître la participation des jeunes aux processus de prévention, de règlement des conflits et de consolidation de la paix.

38. Exhortons les Etats à élaborer et à mettre en œuvre des politiques renforçant la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent.

39. Invitons les Etats à mettre en place, au niveau focal, des « Comités Paix et Sécurité » intégrant les jeunes, les femmes, les leaders traditionnels et les forces de sécurité pour une gestion collaborative des défis liés à la paix et à la sécurité.

40. Exhortons les jeunes africains à s'engager davantage pour la paix et la sécurité sur le continent à travers des initiatives nationales et transnationales de coopération et de solidarité.

41. *Appuyons l'appel des jeunes à la création d'un « Fonds pour la jeunesse africaine » et invitons l'Union africaine à prendre les mesures nécessaires pour rendre effectif ce fonds dans les meilleurs délais.

42. Soutenons l'appel des jeunes à l'endroit des Etats africains et de l'Union africaine pour une mobilisation plus forte et agissante autour de la question cruciale de la réparation des crimes historiques commis contre les peuples d'Afrique qui reste la voie indispensable pour la consolidation des relations pacifiques et durables entre l'Afrique et ses partenaires, surtout ceux qui étaient impliqués dans l'esclavage, la déportation et la colonisation.

43. Félicitons le Togo pour son initiative auprès des instances décisionnelles de l'Union africaine qui a abouti à l'adoption par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement, le 16 février 2025, à Addis Abeba en Éthiopie, de la Décision historique sur la « Qualification de l'esclavage, de la déportation et de la colonisation de crimes contre l'humanité et de génocide contre les peuples d'Afrique ».

44. Appuyons l'appel des jeunes à la correction de la carte du monde afin qu'elle reflète au mieux les dimensions réelles de l'Afrique et contribue à l'effort actuel pour redonner au continent une place juste et une représentativité équitable dans la gouvernance mondiale.

VI. AU TITRE DES DISPOSITIONS FINALES

45. Remercions le Président du Conseil, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE et le gouvernement togolais pour leur leadership et leur engagement constant en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique ainsi que pour la tenue effective des travaux de la deuxième édition du Lomé Peace and Security Forum.

46. Demandons au Togo de travailler à la pleine mise en œuvre des recommandations de la présente déclaration.

Fait à Lomé, le 12 octobre 2025

LE SAHEL DIT MERCİ À LOMÉ

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu le dimanche 12 octobre 2025 une importante délégation ministérielle venue du Sahel, composée d'Abdoulaye Diop, ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, de Karamoko Jean Marie Traoré, ministre burkinabè des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, et de Bakary Yaou Sangaré, ministre nigérien des Affaires étrangères et de la Coopération.

Cette visite de haut niveau s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la solidarité et des liens de coopération entre les États de la région, unis par la volonté commune de bâtir une Afrique plus sûre et plus intégrée. Les discussions ont porté sur les défis sécuritaires partagés et sur la nécessité d'une coopération accrue pour la stabilité du Sahel et du Golfe de Guinée.

Les trois ministres ont tenu à exprimer leur profonde reconnaissance au Président du Conseil pour le succès éclatant du Forum de Lomé sur la Paix et la Sécurité en Afrique, dont la deuxième édition s'est tenue les 11 et 12 octobre 2025. Selon Abdoulaye Diop, « nous avons partagé avec Son Excellence Monsieur le Président du Conseil notre appréciation sincère et lui avons adressé nos remerciements pour l'implication de nos États dans la tenue du Forum. Nous lui avons également présenté nos félicitations pour le succès de cet événement, qui confirme la vocation du Togo à demeurer une terre d'accueil, de dialogue, de tolérance et de paix ».

La délégation a également transmis au Président du Conseil les salutations fraternelles des Chefs d'État du Mali, du Burkina Faso et du Niger — le Colonel Assimi Goïta, le Capitaine Ibrahim Traoré et le Général Abdrahman Tchiani —, témoignant ainsi de la reconnaissance collective du Sahel envers le Togo pour son engagement constant en faveur de la paix, de la stabilité et du dialogue interafricain.

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 13 AU 20 OCT. 2025

| | | |
|--|--|---|
| A DIEU LA GLOIRE Légbassito, non loin du marché 93 26 36 00 | 22 21 65 49 | LIDDI Agoè - Dikamé, Bernard Copé après la station CAP en face du Camp Fir 70901960 |
| ADJOLOLO Nyékonakpoè, BP 4235 22 21 05 13 | DU CENTRE 46, Rue de la Grace assivito, face ex-château, BP 373 22 21 83 30 | LUMIERE Rond-Point Caméléon, Cacavéli, BP 225 70 43 15 49 |
| AGOE-NYIVE Agoènyive, BP 2064 22 25 83 38 | ELEMAWUSSI Adétikopé, Médina, Nationale N°1, avant PIA (Plateforme Industrielle) 92 34 06 80 | MAWULE Bd. De l'Oti, rue 54, Rond-Point, Bè-Gakpoto, BP 4908 22 27 11 21 |
| AJP-ABOLAVE Djagblé sur la route d'Abolavé à 50 m de la CEET Djagblé 93506360 | ELI-BERACA Bd. Du 30 Août, imm ; SIKOVIC Adidogomé, 04 BP 96 99911342 | MAWUNYO Route de Mission Tové, Non loin de la Station OANDO Agoè Sogbossito 98 23 38 30 |
| APOTHEKA 5122, bd Jean Paul II, face siège fédération togolaise de Football kégué, BP 31124 22 61 57 57 | ESPACE VIE Agoè-Logopé, face bar Plaisir 2003 99 85 89 07 | NELLYS Klémé Agbokponou, non loin du chateau d'eau sur la voie de Ségbé à Sanguéra 92 01 11 00 |
| ARC-EN-CIEL Agoè-Téléssou, à 50m du Carrefour Margot 70 42 50 00 | EXCELLENCE Sur la voie de la CEDEAO, Agoè Emakpoe, 05 BP 977 22 51 77 87 | ROBERTSON 31 avenue François Mitterrand, nyékonakpoè, BP 81670 22 22 28 41 |
| AURORE Lankouvi, non loin de l'école la Divine Providence 92531293 | FIDELIA Rue des premiers passages des bœufs, route d'Attiegou, Bè-kpota, BP 30446 22 71 95 95 | SAG'BIBA Agoè - Nanégbé, à côté de la station T-OIL 91 83 87 83 |
| AZUR Apédokoè-Gbomamé, Rte d'Atigan-gomé en face de la station Sanol 90494456 | GROUPE C Agbalépédogan, face Clinique la Victoire non loin de l'EPP Groupe C 99 98 20 87 | SAINT KISITO Bd. De la Kara, Tokoin Douma-séssé, BP 31369 22 21 99 63 |
| BAH 2283, Bd. Du Zio, face EPP, Hédzranawoè, BP 20519 22 26 03 20 | HELENE Aveta face au marché d'Aveta 96981414 | SANGUERA Entre EPP et le Lycée Sanguéra 70 42 80 80 |
| BONTE Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol 22 50 74 31 | ISIS 835, boulevard Jean Paul II, forever, BP 80121 www.pharmacieisis.com 22 26 90 91 | SARAH (Adakpamé) Adakpamé, non du centre de santé d'Adakpamé 70426902 |
| CITRUS ATTIEGOU CARREFOUR DVA SUR LE CONTOURNEMENT LOME 70 44 59 24 | JAHNAP Rue 16, Imm 337, Aflao Gagli, Djid-jolé, BP 81221 22 51 22 86 | SHALOM Bd. Faure Gnassingbé, Non loin de l'ancienne Direction des impôts, Agoè Cacavéli 22518760 |
| DE LA CONFIANCE Rue de la chance, face GTA, Agbalépédo, BP 8574 22 42 46 81 | KOBOYO DAVIE, route nationale N°1 avant le péage de Tsévié en face de la station Sanol 93704812 | SOLIDARITE Route d'avédji, Totsi, BP 8919 96 80 09 76 |
| DE LA LIBERATION 199 avenue de la libération, tokoin trésor, BP 12045 22 22 25 25 | KPEHENOU Boulevard Felix Houphouët Boigny, BP 12470 22 21 32 24 | VERONIQUE Avépozo en face de l'école nationale de la gendarmerie d'Avépozo 92034040 |
| DE LA VICTOIRE Avédji Wéssomé, voie douane Adidogomé-carrefour Limousine (Après les rails) 70 45 74 92 | LA BARAKA Agoe Logopé, non loin de l'Ecole la BRUYERE à proximité du camp GP 90 17 49 28 | VITAS Agoè Assiyéyé, 13 BP 2044 22 25 63 43 |
| DE L'OCAM 30, rue de l'entente BP 3697 22 21 62 05 | LA FRATERNITE 72, boulevard du Haho, près de clinique st Joseph, BP 80326 22 26 81 55 | YEM-BLA Rue 258, avenue Akwei, face Résidence du Benin, Tokoin-Tamé, Wuiti, BP 20633 22 26 76 51 |
| DES OLVIERS 266 boulevard Félix Boigny, Akodésséwa, BP 8480 22 27 01 34 | LA RÉFÉRENCE Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyé à côté du bar Madiaba 96 80 09 96 | ZILIDJI Derrière le marché d'Agoè Zongo 92616608 |
| DES ORCHIDEES A côté de l'hôtel LEO 2000, anomé, BP 2015 22 51 30 40 | LA SHEKINAH Ationé, Carrefour Amadenta 93339205 | ZONGO Togblékopé carrefour Hermann entre Orabank et la station Sanol Togblékopé 70 49 96 55 |
| DU BOULEVARD Bd. Du 13 Janvier, dékon, BP 1073 | LE DESTIN Route d'Aného, Imm. ECOBANK, Baguida, 01 BP 2691 22 41 15 41 | |

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES REVENTES

Soyez vigilants, ne vous faites pas avoir !

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, **il est interdit :**

- de s'inscrire via whatsapp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

RESEAU POUR BAZIR
www.otr.tg

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

Le Messenger, Votre journal préféré dans les kiosques tous les mercredis

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication

Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59

E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Le Togo mise sur l'excellence locale

LE MOIS DU "MADE IN TOGO" S'OUVRE SOUS LE SIGNE DE L'INNOVATION ET DE LA COMPÉTITIVITÉ

Le Togo réaffirme une fois de plus sa détermination à faire de la consommation locale un moteur clé de sa transformation économique. La 6^e édition du « Mois du consommateur local » a été officiellement lancée le jeudi 9 octobre 2025, sous le thème évocateur : « Compétences et innovations au service de la compétitivité des produits locaux ».

Organisé du 1er au 31 octobre, cet événement s'inscrit dans une dynamique de valorisation du savoir-faire togolais et de renforcement des chaînes locales de production, de la transformation à la commercialisation. Il vise à mobiliser l'ensemble des acteurs économiques autour d'un même objectif : soutenir le développement socio-économique du pays à travers la promotion du Made

in Togo.

Le programme de cette édition s'articule autour de trois axes majeurs : des ateliers de formation pour les entrepreneurs et artisans, des visites d'entreprises locales, ainsi qu'une grande conférence dédiée au thème de l'année. Des expositions et ventes de produits togolais sont également prévues à Lomé et dans les chefs-lieux de région, offrant une vitrine nationale aux talents et innovations locales.

Selon Mensah Koffi Vinyo, directeur de cabinet du ministère du Commerce, cette 6^e édition traduit la volonté du gouvernement de positionner la consommation locale comme un levier stratégique de croissance. « Il s'agit pour nous de valoriser davantage notre potentiel produc-

tif, qu'il soit agroalimentaire, artisanal, textile, cosmétique ou lié aux services et à l'innovation », a-t-il déclaré. Il a rappelé qu'une stratégie nationale de promotion de la consommation locale a été adoptée en mai 2025 afin de stimuler la production nationale et d'améliorer l'accès des produits togolais aux marchés locaux et internationaux. Le responsable a souligné que cette initiative permettra également d'analyser les chaînes de valeur, d'identifier les besoins en investissements des entreprises et de planifier des actions à court, moyen et long terme. L'objectif est clair : renforcer la compétitivité des produits togolais tout en garantissant le respect des normes et de l'éthique commerciale.

Le gouvernement entend ainsi



réduire progressivement la dépendance du pays vis-à-vis des importations et encourager les citoyens à adopter un réflexe patriotique de consommation.

« Chaque acte d'achat d'un produit local est une contribution directe à la croissance de notre économie », a exhorté Mensah Koffi Vinyo.

Cette 6^e édition a également été l'occasion de distinguer trois supermarchés et plusieurs médias pour leur engagement constant dans la valorisation du Made in Togo.

Pour rappel, le mois d'octobre est reconnu dans l'espace UEMOA comme « le Mois de la promotion de la consommation des biens et services locaux », une initiative adoptée le 25 octobre 2019 à Ouagadougou par les ministres en charge du commerce des États membres.

Ainsi, entre fierté nationale, innovation et compétitivité, le Togo réaffirme son ambition : faire du consommateur local non seulement un slogan, mais une véritable culture économique et citoyenne.

AfiRachel



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES
(ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROCESSUS DE GESTION DES EXONÉRATIONS ET FRANCHISES)

N°014/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de tous les acteurs impliqués dans le processus de gestion des exonérations et franchises au Commissariat des Douanes et Droits Indirects (CDDI) qu'il est mis en production, une plateforme de gestion des exonérations et franchises dénommée « GEST-EXO », depuis le 30 septembre 2025.

Les demandes d'Etat modèle A et de franchise doivent désormais être initiées à travers cette plateforme.

A cet effet, il est recommandé à toutes les parties concernées de prendre les dispositions nécessaires pour se mettre à jour.

Afin de faciliter l'apurement des demandes physiques en cours, l'utilisation de l'ancienne procédure est autorisée jusqu'au 31 décembre 2025. A compter du 1^{er} janvier 2026, aucune demande d'exonération ou de franchise ne sera recevable en dehors de ladite plateforme.

Le Commissaire Général compte sur l'implication de tous les acteurs concernés pour l'optimisation de cet outil.

Fait à Lomé le 06 Octobre 2025

Philippe Kokou B. TCHODIE

Le Commissaire Général p.i

41, Rue des Impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE

N°017/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance N° 2864/2025 du 30 septembre 2025, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de treize (13) conteneurs de diverses marchandises.

La vente aura lieu le mercredi 15 octobre 2025 à partir de 09 heures 30 minutes et jours suivants à la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port.

Conditions de participation à la vente:

- 1- La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat ;
- 2- La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de vingt-cinq mille (25.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la section du contentieux de la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port ;
- 3- Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication ;
- 4- Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, bien vouloir s'adresser au cabinet d'Etude de Me DJAGNIKPO Yéwa, Commissaire-Priseur, sis à Tokoin Forever – Lomé, Tél : 70 16 66 70.

Fait à Lomé le 06 Octobre 2025

Philippe Kokou B. TCHODIE

Le Commissaire Général p.i

41, Rue des Impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.

© Route Nationale N°1/Agoé Cacarville | Logo SAFER | Tél: +228 22 53 14 00 | www.safertg

Damehame Yark

DU TERRAIN SECURITAIRE AU COULISSES DU POUVOIR

Le général Damehame Yark a été nommé ministre, Directeur de cabinet du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le 13 octobre 2025. Ce choix, hautement symbolique, marque la confiance renouvelée du président du conseil envers l'un de ses collaborateurs les plus loyaux et les plus constants dans l'appareil sécuritaire et politique du pays. Figure discrète mais essentielle des rouages du pouvoir, Damehame Yark s'impose comme un homme de continuité et d'équilibre au sein de la Ve République.

Né en 1963 à Dapaong, dans la région des Savanes, le général Yark incarne la rigueur militaire et la fidélité institutionnelle. Formé dans les structures de défense togolaises, il a gravi méthodiquement les échelons



jusqu'au grade de général de brigade en 2018. Son ascension politique débute véritablement en 2012, lorsqu'il est appelé au gouvernement en tant que ministre de la Sécurité et de la Protection civile, après avoir dirigé la Gendarmerie nationale. À ce poste sensible, il s'illustre no-

tamment par des réformes de sécurité routière et par sa gestion ferme des questions d'ordre public, dans un contexte parfois tendu. Sa carrière prend ensuite des tournants inattendus, témoignant de sa polyvalence et de la confiance que lui accorde le président Faure Gnassingbé. En

2023, il est nommé ministre d'État, chargé de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, avant de prendre, en 2024, la tête du portefeuille des Ressources halieutiques et animales dans le gouvernement de transition dirigé par Victoire Tomégah Dogbé. Ces mutations successives traduisent la capacité du général à s'adapter à différents secteurs, sans jamais perdre sa ligne de conduite : servir dans la discrétion et l'efficacité. Sa nomination à la tête du cabinet du Président du Conseil représente une étape majeure, le plaçant au cœur du dispositif exécutif. Ce poste, aussi stratégique que confidentiel, exige de son titulaire une compréhension fine des équilibres politiques, une maîtrise des dossiers sécuritaires et une loyauté à toute épreuve. Damehame Yark devient ainsi un acteur clé de la coordination gouvernementale, garant de la stabilité administrative et relais de confiance du chef de l'État.

Connu pour sa réserve, le général Yark n'est pas un homme de tribune, mais de dossier. Il a bâti sa réputation sur la rigueur, le sens du devoir et une capacité

rare à agir sans bruit. Son expérience dans la coopération internationale, notamment avec des partenaires tels que l'USA-FRICOM sur les questions de sécurité maritime, illustre sa vision élargie de la défense et de la gouvernance régionale.

Dans ses nouvelles fonctions, il devra conjuguer ses réflexes militaires avec les exigences du pilotage politique. Le défi sera de taille : renforcer la coordination entre les différents pôles du gouvernement, tout en soutenant la stratégie présidentielle face aux enjeux sécuritaires croissants au Togo et dans le Sahel. Cette nomination confirme une constante dans la méthode Faure Gnassingbé : placer la confiance, la loyauté et la compétence au centre du pouvoir.

De la Gendarmerie nationale au cœur du Palais, le parcours de Damehame Yark illustre l'évolution d'un serviteur de l'État devenu stratège du pouvoir. Discret mais incontournable, il incarne ce mélange de discipline et de pragmatisme qui caractérise les hommes de confiance du président togolais.

Bouraïma

BOA-TOGO CÉLÈBRE LA FIDÉLITÉ DE SES CLIENTS ET RENFORCE SA PROXIMITÉ À L'OCCASION DE LA SEMAINE DU CLIENT

Bank Of Africa Togo (BOA-Togo) a clôturé, le vendredi 10 octobre 2025 à Lomé, la célébration de la Semaine du client, un rendez-vous annuel placé sous le signe de la reconnaissance et du renforcement des liens avec sa clientèle. Démarrée le 6 octobre, cette initiative a permis à la banque de réaffirmer que ses clients constituent les véritables partenaires de son succès.

Pour marquer la fin de cette semaine symbolique, BOA-Togo a organisé une journée apothéose riche en animations et en émotions. Plusieurs clients ayant participé aux jeux interactifs tels que My BOA Moment, Énigme BOA ou encore les quiz en ligne ont



été distingués. Des bons d'achat, des lots promotionnels et des attestations de participation ont été remis aux heureux gagnants. « C'est la semaine internationale du client et nous

avons tenu, comme chaque année, à célébrer nos clients. À travers cette journée, nous réaffirmons notre engagement à leur offrir une expérience fluide, diversifiée et de qualité. L'expérience client

est désormais au cœur de nos priorités », a déclaré Khalid Kezire, responsable marketing et communication de BOA-Togo.

Parmi les lauréats, la satisfaction était au rendez-vous. « Je ne m'attendais pas à être sélectionnée, c'est une belle surprise et un réel plaisir de recevoir ces lots », a confié Jessica, participante aux jeux BOA Moment et Quiz BOA sur les réseaux sociaux. Tout au long de la semaine, BOA-Togo a multiplié les initiatives en faveur de ses clients et partenaires : webinaires gratuits sur le digital, l'expérience client, et le développement des entreprises à travers les produits dédiés aux PME. Une opération de don de

sang, organisée en partenariat avec la clientèle, a également marqué cette édition, soulignant l'engagement citoyen et social de l'institution.

La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du directeur général adjoint de BOA-Togo, Youssef Ibrahim, et du cycliste marocain Youssef Sahah, actuellement en tour d'Afrique à vélo, invité d'honneur de cette édition 2025.

À travers cette célébration, BOA-Togo confirme sa volonté d'entretenir une relation de confiance durable avec ses clients, tout en plaçant leur satisfaction et leur bien-être au centre de sa stratégie.

AfiRachel

mixx
By **Uas**

Sécurisé. Rapide. Toujours avec vous

Votre partenaire de confiance en Mobile Money

Télécharge la Super App
Mixx Togo



ou tapez le

***145#**



IB Bank Togo
Banque émettrice

